

Entre raison et émotion

Anne-Sophie Desprez

Number 163, Winter 2020

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/92455ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Éditions Continuité

ISSN

0714-9476 (print)

1923-2543 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Desprez, A.-S. (2020). Entre raison et émotion. *Continuité*, (163), 12–14.

Entre raison et émotion

Lorsqu'il est question de patrimoine bâti, les médias lancent souvent des messages plus émotifs que rationnels. Comment équilibrer et concilier ces deux approches pour mieux servir la cause ?

ANNE-SOPHIE DESPREZ

En novembre 2018, la disparition de la maison Boileau, située à Chambly, déclenche la presse. *Destruction sauvage, sort révoltant, désastre, indignation, mauvaise foi, terrible pour l'histoire du Québec*, voilà autant d'expressions utilisées pour décrire sa démolition sans préavis après une longue saga axée sur sa préservation.

Cette demeure était un témoin de l'histoire des patriotes. Les images la montrant broyée par la pelle mécanique sont maintes fois reprises et frappent l'imaginaire. En quelques heures, on l'érige en martyr des bâtiments anciens du Québec. Aujourd'hui, elle représente quasiment un cas d'école.

Un exemple qui en cache d'autres

Dans les médias, on regarde le plus souvent le patrimoine bâti par la même loupe : menace de démolition, abandon, gouffre financier, fardeau pour les propriétaires, etc. Les dangers qui guettent notre héritage architectural font scandale, parfois à plusieurs reprises dans une seule semaine. C'est une affaire d'émotions vives et palpables liées à un sentiment normal de perte.

Néanmoins, c'est là un constat relativement inquiétant. En effet, la conservation des constructions âgées de plusieurs années, voire de plusieurs siècles, demande

une approche rationnelle. Comment, dans ce contexte, proposer des solutions concrètes aux défis quotidiens que rencontrent les propriétaires, les municipalités, les gouvernements et les organismes de préservation et de mise en valeur du patrimoine ? Est-il possible d'animer la flamme de la conservation de notre héritage sans sombrer dans un traitement médiatique si négatif ?

Certes, les menaces de disparition et les démolitions de bâtiments touchent les communautés au plus profond de leur histoire, de leur culture et de leur imaginaire. Plus encore si ces églises, presbytères, moulins, phares, édifices publics et ensembles typiques tombent sous le pic des démolisseurs pour faire place à des immeubles d'habitation.

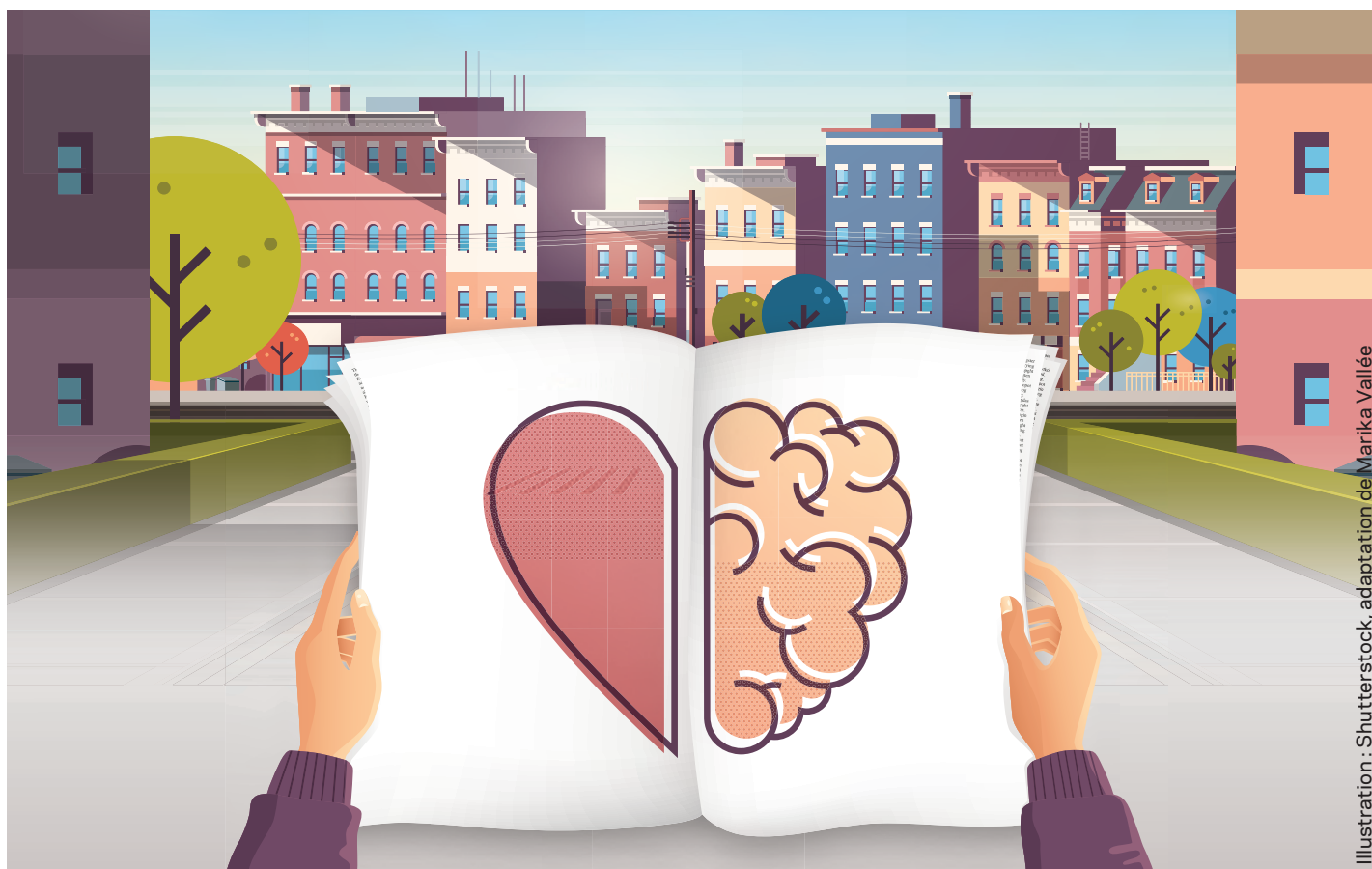
Quoi qu'il en soit, l'actualité médiatique, marquée de cas de constructions détruites ou susceptibles de l'être, ne présente qu'une petite partie de l'iceberg en ce qui regarde le patrimoine bâti. Ces cas font bouillir de neige, tandis que d'autres bâtiments dont le sort est tout aussi inquiétant passent sous le radar. « Toutes les semaines, au Québec, il y a des démolitions de maisons anciennes. Elles ne sont pas toujours exceptionnelles d'un point de vue historique ou esthétique comme l'était la maison Boileau, mais elles contribuent à la qualité du paysage architectural », explique Clément Locat,

président du comité du patrimoine de la Fédération Histoire Québec et lui-même propriétaire d'une demeure d'époque.

Ce que média veut

Lorsqu'il est question de patrimoine bâti aux nouvelles, les organismes et les intervenants concernés se retrouvent en première ligne. Mais le message qu'ils souhaitent partager concorde-t-il avec celui qui est diffusé ? « Les médias sont de bons lanceurs d'alertes. Ils sont utiles lorsqu'il s'agit de faire le constat des saccages. Mais, si on se met du côté des organismes, c'est certain qu'à force de crier au loup, on perd de la pertinence ! Il faudrait arriver à trouver un équilibre et à présenter des cas de réussite pour améliorer l'image du patrimoine », continue Clément Locat.

Mettre en lumière les bons coups comme les moins bons. Cette démarche permettrait de concilier les approches émotive et rationnelle. Une chose plus facile à dire qu'à faire, car la presse n'est pas nécessairement à la recherche de cas de réussite. Si les personnes qui gravitent autour du patrimoine au quotidien ont le temps d'analyser les enjeux du milieu et de comprendre le rôle parfois complexe de ses divers acteurs, la réalité des médias, elle, s'avère bien différente. « Pour que les journalistes s'intéressent à un sujet, il faut qu'il y ait un événement. S'il n'y a pas



d'événement, il n'y a pas d'intérêt», souligne Daniel Giroux, chercheur au Centre d'études sur les médias. La démolition de la fameuse maison Boileau répondait à ce critère, avec une tension dramatique à son comble, une mobilisation citoyenne à l'échelle du Québec, sans compter une crise municipale interne comme cerise sur le gâteau.

Les difficultés économiques que connaissent les entreprises médiatiques ont aussi des répercussions sur le contenu qu'elles diffusent. « Il y a un réel clivage entre le travail du journaliste et la réalité liée à l'économie des médias. Il faut donner aux gens ce qu'ils veulent, mais de quoi la ville aura l'air demain, c'est important aussi », renchérit Dominique Payette, ancienne journaliste et professeure au Département d'information et de communication de l'Université Laval. « Si vous comparez les contenus médiatiques d'il y a 20 ans à ceux d'aujourd'hui, vous remarquerez que des pans d'information entiers ont disparu, notamment les éléments de réflexion liés à l'histoire et à l'aménagement du territoire. »

Cette réalité, qui s'impose de plus en plus dans les médias tant nationaux que lo-

caux, n'est pas sans conséquences. La perte considérable de revenus et la diminution du nombre d'employés amènent le milieu médiatique à faire des choix plus serrés en matière d'information. « Les journalistes se penchent sur les questions d'actualité et les cas plus urgents pour gagner l'attention du lecteur. Cela s'applique à tous les sujets, y compris le patrimoine », explique Daniel Giroux.

Des alliés à apprivoiser

Malgré leurs imperfections, les médias représentent sans contredit des alliés forts pour les défenseurs du patrimoine. « Ils ne peuvent pas régler les choses mais, globalement, ils accompagnent quand même les acteurs dans leur cheminement », précise Daniel Giroux.

Sans la pression médiatique exercée dans certains dossiers, les organismes, les sociétés d'histoire ou les regroupements de citoyens auraient bien peu de poids par rapport aux municipalités, aux promoteurs ou aux gouvernements. Les médias ont cette vertu de rééquilibrer les rapports de force. Et ce constat est d'au-

tant plus vrai que la presse écrite, notamment, laisse de plus en plus de place aux textes d'opinion (chroniques de journalistes, mais aussi lettres ouvertes, courriers des lecteurs, etc.). Peu dispendieux à produire, ces articles offrent à tous une formidable porte d'entrée donnant sur la place publique.

Au cours des derniers mois, bon nombre d'experts, de citoyens et d'influenceurs se sont portés à la défense d'éléments patrimoniaux de cette façon, non seulement dans le cas de la maison Boileau, mais aussi dans ceux du Château Beauce de Sainte-Marie ou, du côté du patrimoine religieux, du monastère des Dominicaines de Berthierville et de l'église Saint-Cœur-de-Marie à Québec, par exemple.

Selon Denis Boucher, chargé de projet au Conseil du patrimoine culturel du Québec, « il s'agit d'une occasion d'amener le public à penser autrement ».

Cependant, si cette forme d'expression offre de la visibilité à certains, elle remet aussi en cause quelques fondements du journalisme d'enquête. « La chronique d'opinion est un exercice intéressant, à condition

Comment sensibiliser le public aux défis du patrimoine sans verser dans les scandales ?

qu'elle soit soutenue par l'argumentation et non une occasion de dire : "Moi, je pense que..." », souligne Dominique Payette.

Dans un même ordre d'idées, force est de constater que dans le contexte actuel, où la technologie est omniprésente, les journalistes ne sont plus les seuls maîtres de l'information.

Aujourd'hui, les réseaux sociaux, les contenus commandités, les blogues et les infolettres constituent des outils d'information à part entière. Ils ont largement le pouvoir de compléter les médias traditionnels, voire de les concurrencer.

Changer les perceptions

La question persiste : comment sensibiliser le public aux défis du patrimoine sans verser dans les scandales ? Comment faire comprendre à tous que l'on devrait préserver et mettre en valeur un bâtiment ancien bien en amont du moment où tout le monde s'insurge ? Les gouvernements ont-ils un rôle à jouer à cet égard ?

« C'est certain qu'il faudrait des messages qui viennent d'en haut, affirme Clément Locat. On parle ici de grandes campagnes de sensibilisation nationales qui pourraient changer la perception à long terme, instaurer

une culture du patrimoine et renforcer la fierté nationale et locale. Il s'agirait de promouvoir le milieu bâti, par exemple lors de la Saint-Jean-Baptiste, de la Journée nationale des patriotes ou des Journées du patrimoine religieux. »

Chercher à modifier les mentalités est une piste de solution, mais quand on regarde du côté du gouvernement, on constate que l'heure n'est pas tout à fait à la célébration. Aux nombreux cas couverts par la presse, nos dirigeants ont réagi soit en classant certains bâtiments, soit en repérant au plus vite les éléments du patrimoine en danger. « Que ce soit à l'Assemblée nationale ou dans les médias, notamment grand public, on n'a jamais autant parlé de patrimoine, mais le discours ne répond pas aux bonnes questions. Le débat se fait au cas par cas, dans l'anecdotique et dans la réaction », explique Denis Boucher, qui perçoit quand même un terreau fertile pour les changements de mentalité dans l'espace public. « Je vois, souvent en région, des citoyens et des groupes très proactifs qui réalisent des projets devenus des succès pour la valorisation du patrimoine. Les instances politiques manquent des occasions de soutenir

ces initiatives qui pourraient, à long terme, changer la perception et le discours médiatique ambiant. »

Bref, comment concilier émotion et raison dans la défense du patrimoine bâti ? Certes, les gros titres des médias d'information sont à revoir. Mais on a beau incriminer les discours alarmistes, ils découlent en partie de la gestion des différents ordres de gouvernement, y compris les municipalités, qui acceptent un certain laisser-aller et se réfèrent à une définition très stricte du patrimoine. Un patrimoine exceptionnel, hérité du passé et que l'on met soigneusement sous une cloche de verre. Or, comme le souligne Denis Boucher, « il faut accepter que tout ce qui est à sauver n'est pas forcément de grand intérêt ». À ce titre, un changement de discours et de manière d'agir de la part de tous les intervenants de ce domaine semble de plus en plus inévitable. ♦

Anne-Sophie Desprez est détentrice d'une maîtrise en communication, ancienne responsable des communications d'Action patrimoine et lauréate, en 2019, de la bourse d'écriture Première Ovation - Patrimoine.

CONTINUITÉ



Ne manquez pas notre prochain numéro sur
le patrimoine acéricole

Parution en mars